



EDK | CDIP | CDPE | CDEP |

Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
Conferenza svizzera dei direttori cantonali della pubblica educazione
Conferenza svizra dals directurs chantunals da l'educaziun publica

STANDARDS NATIONAUX DE FORMATION POUR QUATRE DOMAINES DISCIPLINAIRES: DES COMPÉTENCES FONDAMENTALES COMMUNES POUR NOS ÉLÈVES

Résumé des résultats de la procédure d'audition
(25 janvier 2010 – 31 juillet 2010)

11 novembre 2010

Generalsekretariat | Secrétariat général

Haus der Kantone, Speichergasse 6, Postfach 660, CH-3000 Bern 7 | T: +41 (0)31 309 51 11, F: +41 (0)31 309 51 50, www.edk.ch, edk@edk.ch

IDES Informationszentrum | Centre d'information | T: +41 (0)31 309 51 00, F: +41 (0)31 309 51 10, ides@edk.ch

1 La procédure d'audition

Cadre temporel: la procédure d'audition relative aux standards nationaux de formation (compétences fondamentales pour quatre domaines disciplinaires) a duré six mois, du 25 janvier au 31 juillet 2010.

Milieux consultés: elle s'adressait aux 26 départements cantonaux de l'instruction publique. Etaient également invitées à s'exprimer différentes organisations actives au niveau national ou à celui de leur région linguistique: associations faitières des enseignantes et enseignants, des responsables d'établissement scolaire, ainsi que des parents, écoles du degré secondaire II, responsables de la formation professionnelle, associations patronales et syndicales (voir liste en annexe).

Audition s'adressant à des milieux spécialisés: la procédure consultative avait pour objectif de recueillir les points de vue sur un instrument pédagogique complexe. Les quatre dossiers documentant la procédure représentaient au total 350 pages, l'objet lui-même de la consultation, les standards de base, se regroupant sur 35 pages en tout.

Déroulement de la procédure

- Rencontres d'introduction: entre février et avril 2010, le Secrétariat général de la CDIP a organisé 17 auditions (hearings) dans toute la Suisse, auxquelles ont participé 522 personnes représentant les instances invitées à faire connaître leur point de vue. Ces rencontres ont permis d'expliquer la forme et la fonction des standards de formation et de recueillir de premières réactions.
- Réponses écrites: toutes les instances consultées étaient invitées à remettre leur avis par écrit avant la fin juillet 2010. Les départements de l'instruction publique ont ainsi eu l'occasion de mener une consultation à l'intérieur de leur canton selon les règles qui leur sont propres.

2 Les principaux résultats

Le texte qui suit se réfère essentiellement à une analyse des réponses adressées par écrit.

2.1 La procédure d'audition relative aux standards nationaux de formation a suscité un grand intérêt

- Les rencontres d'introduction ont été très bien suivies, puisque plus de 500 personnes y ont assisté, avec toutefois une fréquentation variable d'une région à l'autre.
- Tous les départements cantonaux de l'instruction publique ont répondu. Leurs réponses sont parfois très détaillées. Parmi les autres instances consultées, des réponses détaillées sont venues avant tout des conférences et milieux de la formation professionnelle et des associations faitières d'enseignants et de parents.
- La documentation mise à disposition a été largement utilisée. Les dossiers des quatre domaines disciplinaires, comptant chacun entre 80 et 100 pages, ont été téléchargés 12'500 fois en tout pendant les six mois qu'a duré la procédure. La brochure d'information *Moi je sais* a été distribuée ou téléchargée à plus de 22'000 exemplaires.

2.2 Les standards nationaux de formation (dans leur forme et leur fonction) ont rencontré un accueil positif dans le cadre de la procédure consultative et sont bien acceptés

- Les 26 départements cantonaux souscrivent à l'instrument tel qu'il leur est présenté et confirment la nécessité de s'entendre en Suisse sur des objectifs nationaux de formation.
- Le même bilan général ressort des réponses des autres instances consultées. Les deux seules à rejeter purement et simplement cet instrument sont le Syndicat des enseignants romands (SER) et l'association tessinoise Movimento della scuola. Les autres organisations faîtières d'enseignants et de parents l'acceptent globalement, tout en exprimant de nombreuses réserves (concernant notamment l'introduction des standards de formation).
- Bon nombre d'instances rendent hommage au travail de qualité réalisé par les quatre consortiums, qui ont élaboré les standards de formation en faisant appel à des experts de la branche concernée, des didacticiens et des praticiens de l'enseignement.

2.3 Les modifications et améliorations proposées sur des points particuliers des standards de formation sont nombreuses

Sur les réponses des cantons, 22 comportent des commentaires plus ou moins détaillés sur la manière dont sont décrits les objectifs (les élèves sont capables de...) et dont sont illustrées ces descriptions. Ces réponses serviront de base à la finalisation des standards de formation. Les propositions sont très diverses, elles se contredisent parfois et leur ampleur varie d'une discipline à l'autre. Très sommairement présentées, elles portent sur les éléments suivants:

- Description des compétences: des simplifications et des formulations plus précises sont suggérées ou souhaitées.
- Envergure des objectifs: l'absence de certains domaines de compétences est signalée, ou un autre ordre de priorités est proposé (accentuant moins ou au contraire davantage certains domaines). Plusieurs réponses demandent une réduction du nombre de standards.
- Niveaux d'exigence: les niveaux d'exigences proposés sont jugés tantôt adaptés, tantôt trop élevés.
- Exemples: il est reproché à certains exemples d'être mal adaptés. L'indication du taux de réussite, c'est-à-dire de la proportion d'élèves sur un échantillon représentatif capables aujourd'hui de réaliser tel ou tel exercice, suscite parfois des questions ou des doutes.

2.4 De nombreuses questions ou remarques concernent l'introduction des standards nationaux de formation. Les vœux vont vers une finalisation rapide des standards nationaux et un positionnement clair de la part de la CDIP quant à leur utilisation

- Une grande majorité des instances consultées souhaite que la CDIP finalise rapidement les standards nationaux de formation et les adopte sans tarder, de sorte qu'ils puissent être pris en compte dans l'élaboration des plans d'études régionaux. En revanche, l'évaluation de leur atteinte ne devrait pas intervenir avant l'introduction du Lehrplan 21.
- Il est attendu de la CDIP qu'elle fasse une déclaration en vue de la mise en application des standards de formation. Cette dernière devrait s'inscrire dans une perspective à moyen terme et se situer en étroite relation avec l'introduction des plans d'études régionaux de même qu'avec les cycles de monitoring de l'éducation. La CDIP devrait également communiquer clairement et sans tarder comment et à quelle échelle (nationale, régionale, cantonale) sera évaluée l'atteinte des standards dans le cadre du monitoring national de l'éducation.

2.5 Diverses remarques portent sur les perspectives de développement dans le domaine des standards

- Le souhait que la conception de standards nationaux de formation ne se limite pas à quatre domaines disciplinaires a été exprimé à plusieurs reprises.
- Il a également été demandé dans certaines réponses (en particulier par les écoles du degré secondaire II et par les milieux économiques) que l'on développe une échelle comprenant des niveaux de compétences supérieurs et que l'on ne donne donc pas seulement comme référence des compétences fondamentales.
- Les instances responsables de la formation professionnelle souhaitent notamment l'ajout de compétences sociales et transversales.

3 Vue d'ensemble des résultats

Légende: ✓ d'accord / X pas d'accord / ? questions

Instance consultée	Date envoi réponse	Accueil de l'instrument «standards»	Analyse détaillée et suggestions	Remarques et questions monitoring
Départements cantonaux de l'instruction publique et la Principauté du Liechtenstein				
AG Bildungsraum NW	23.06.10	✓	oui	oui
AI	19.08.10	✓		oui
AR	30.07.10	✓		oui
BE	29.06.10	✓ / ?		oui
BL Bildungsraum NW	18.08.10	✓	oui	oui
BS Bildungsraum NW	30.07.10	✓	oui	oui
FR CIIP / PER	30.07.10	✓	oui	oui
GE CIIP / PER	30.07.10	✓	oui	oui
GL	15.06.10	✓		
GR	30.07.10	✓	oui	oui
JU CIIP / PER	12.07.10	✓	oui	oui
LU	21.07.10	✓		
NE CIIP / PER	05.08.10	✓	oui	
NW	02.07.10	✓		
OW	05.07.10	✓	oui	oui
SG	23.06.10	✓		oui
SH	26.05.10	✓		
SO Bildungsraum NW	11.07.10	✓	oui	oui
SZ	07.07.10	✓		
TG	01.07.10	✓	oui	oui
TI	11.08.10	✓	oui	oui
UR	02.07.10	✓	oui	oui
VD CIIP / PER	05.08.10	✓	oui	oui
VS CIIP / PER	15.07.10	✓	oui	
ZG	05.08.10	✓		oui
ZH	05.07.10	✓	oui	oui
FL	19.04.10			
Projets plans d'études des régions linguistiques				
Lehrplan 21	10.07.10	✓		
CIIP / PER	10.08.10	✓	oui	oui
Organisations faïtières, conférences et diverses organisations				
LCH	05.07.10	✓	oui	oui
SER	08.07.10	X		oui
SSP				
VSLCH				
AIDEP				
CROTCEs	25.07.10	✓		oui
S+E	30.07.10	✓	oui	oui
FAPERT	14.07.10	?		oui
FSEP	08.07.10	✓		
COHEP	23.06.10	✓		oui
CESFG	15.06.10	✓		
CSFP	29.06.10	✓	oui	
CDOPU				
CDGS				
CECG				
CDECS				
CSEPC				
CSD	21.07.10	✓	oui	

* Réponse sur la base d'une prise de position commune de la région

Instance consultée	Date envoi réponse	Accueil de l'instrument «standards»	Analyse détaillée et suggestions	Remarques et questions monitoring
SSPES	22.07.10	?	oui	oui
FPS				
UPS	06.08.10	✓		
economiesuisse	12.07.10	✓		oui
USAM	30.07.10	✓	oui	oui
USS				
Travail.Suisse				
SGL				
ASPEA				
CSPS				
CEM	06.04.10	✓		oui
OFFT	16.07.10	✓		oui
SER				
Conférences / associations de la Suisse italienne				
Conferenza dei Direttori degli Istituti Scolastici Comunali	30.07.10	✓ / ?		oui
Collegio dei direttori di scuola media	13.07.10	✓ / ?		oui
Associazione per la scuola pubblica				
Movimento della Scuola	30.06.10	x		oui
La Scuola				
Verifiche				
Federazione docenti ticinesi				
Conferenza cantonale dei genitori				
Collegio dei direttori delle scuole private				
Conferenza dei direttori di scuola elementare				
Divers (organisations non directement invitées à répondre, réponses spontanées)				
Städteinitiative Bildung	21.07.10	✓		oui
Lehrerverein OW/NW	22.07.10	✓		
AG Mathematik NW	12.07.10	✓		oui
Katholische Schule CH	16.07.10	✓		
AG R.Steiner Schulen	09.07.10	✓		
SwissBanking	07.07.10	✓	oui	oui
Handelskammer BL/BS	30.07.10	✓	oui	oui
WWF Bildungszentrum	24.07.10	✓		
Pro Juventute	28.07.10	✓		
Hr. Felix Schmutz, BS	28.04.10		oui	

4 Liste des instances consultées

Cantons

- les vingt-six directions cantonales de l'instruction publique
- le Ressort Bildungswesen de la Principauté du Liechtenstein

Projets plans d'études des régions linguistiques

- Behördliche Steuergruppe Lehrplan 21
- Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) comme organe politique de pilotage du Plan d'études romand (PER)

Organisations faîtières, conférences et diverses organisations (classées par ordre alphabétique d'après les abréviations)

AIDEP	Association des Inspecteurs et des Directeurs des Ecoles Primaires de Suisse romande et du Tessin
ASPEA	Association suisse de psychologie de l'enfance et de l'adolescence
CDECS	Conférence des directeurs d'écoles de commerce suisses
CDGS	Conférence des recteurs et rectrices de gymnases suisses
CDOPU	Conférence suisse des directeurs et directrices de l'orientation professionnelle, universitaire et de carrière
CECG	Conférence suisse des directeurs et directrices d'écoles de culture générale
CESFG	Conférence suisse des services de l'enseignement secondaire II
CEM	Commission formation et migration de la CDIP
COHEP	Conférence suisse des recteurs et rectrices des Hautes Ecoles pédagogiques
CROTCEs	Conférence romande et tessinoise des chefs d'établissement secondaire
CSD	Conférence suisse des directeurs et directrices d'écoles professionnelles
CSEPC	Conférence suisse des écoles professionnelles commerciales
CSFP	Conférence suisse des offices de la formation professionnelle
CSPS	Centre suisse de pédagogie spécialisée
CSRp	Conférence suisse des offices de la formation professionnelle
economiesuisse	Fédération des entreprises suisses
FAPERT	Fédération des associations de parents d'élèves de la Suisse romande et du Tessin
FPS	Formation professionnelle suisse
FSEP	Fédération suisse des écoles privées
LCH	Association faîtière des enseignantes et des enseignants suisses
S&E	Schule und Elternhaus Schweiz
SER	Syndicat des enseignants romands
SGL	Société suisse pour la formation des enseignants

SSP	Syndicat suisse des services publics
SSPES	Société suisse des professeurs de l'enseignement secondaire
Travail.Suisse	Organisation faîtière regroupant 12 fédérations de travailleurs (y inclus la Société suisse des employés de commerce – SEC Suisse)
UPS	Union patronale suisse
USAM	Union suisse des arts et métiers
USS	Union syndicale suisse
VSLCH	Berufsverband Schulleiterinnen und Schulleiter der deutschsprachigen Schweiz

Les propositions de standards sont également communiquées pour information:

OFFT	Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie
SER	Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche